

ISLANDE

« Ce n'est pas un vote anti-européen »

Pour l'ancien commissaire européen Pascal Lamy, le résultat du référendum islandais n'est pas un coup dur pour l'Union. « Les Islandais sont dans la civilisation européenne et considèrent simplement qu'ils ont intérêt à préserver le "statu quo", notamment pour protéger leurs ressources. »

ENTRETIEN
UGO SANTINI

La question « L'Islande doit-elle ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Union européenne ? », 52,8 % des Islandais ont répondu « non » et 47,2 % « oui » lors d'une consultation massive (82,5 %) samedi. En 2009, dans le sillage de la crise financière qui avait terrassé son économie, le pays de près de 400.000 habitants avait déposé sa candidature, mais les discussions avaient été gelées en 2013 avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement eurosceptique. Si l'UE a de quoi être déçue de ce résultat, il ne s'agit pas non plus d'un coup dur, estime Pascal Lamy, ancien commissaire européen et membre de l'Arctic Circle (une organisation qui regroupe des dirigeants, des experts en environnement et des représentants des peuples autochtones sur les enjeux climatiques dans la région). Pour celui qui a dirigé l'OMC de 2005 à 2013, la question pourrait se poser à nouveau dans le futur, avec une réponse différente.

Comment interprétez-vous ce résultat ?

J'ai toujours pensé que le résultat serait serré, et la géographie du vote n'est pas surprenante : les villes ont plutôt voté oui, les zones rurales plutôt non. Mais je ne l'interprétera pas comme un vote anti-européen. J'y vois davantage un vote en faveur du *statu quo*, comme en Suisse ou en Norvège. L'Islande fait partie de l'Espace économique européen, bénéficie de Schengen pour la libre circulation des personnes et ne voit pas de problème majeur de sécurité, puisqu'elle est protégée par l'Otan et ses accords de défense avec les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni. La question de la pêche a été un élément essentiel. En rentrant dans l'UE, les Islandais devraient accepter un partage de leurs ressources halieutiques avec les pêcheurs européens. Or, le poisson est pour eux ce que le pétrole est pour la Norvège : une ressource stratégique et économique majeure. D'autant que le changement climatique déplace certaines espèces vers le Nord, ce qui rend leurs eaux encore plus riches. Ils se disent donc : pourquoi renoncer à ce que nous avons aujourd'hui ? C'est pourquoi je parlais d'un vote en faveur *statu quo*, plutôt que d'un rejet de l'Europe.

Comment expliquer que les pays des Balkans semblent plus favorables à l'adhésion à l'UE que l'Islande ou la Norvège ?

Parce qu'ils ne font pas le même arbitrage entre sécurité stratégique et intégration économique. L'Islande, la Norvège et la Suisse ont en commun de ne pas avoir un besoin aigu de protection supplémentaire. La Norvège et l'Islande sont dans l'Otan, et l'Islande bénéficie en outre de l'intérêt stratégique évident des Américains pour sa position dans l'Atlantique Nord. Elle n'a même pas d'armée. A l'inverse, les pays des Balkans ou d'Europe orientale voient dans l'adhésion une garantie stratégique face à la Russie en plus de l'intérêt économique. Pour l'Islande, la Norvège et la Suisse, le besoin de protection pèse moins dans le choix européen. A l'inverse, l'adhésion impliquerait de partager certaines ressources ou de renoncer à une part de leur autonomie. C'est par-

ticulièrement vrai pour l'Islande avec la pêche, et pour la Suisse avec son système de démocratie directe qu'elle devrait « abandonner » si elle intégrait l'UE.

Vous dites que l'Islande ne se sent pas menacée sur le plan sécuritaire. Mais la région est devenue de plus en plus stratégique et convoitée. Les Etats-Unis, qui assurent sa protection mais dont le président a déjà affiché des visées expansionnistes à l'égard du pays, ne pourraient-ils pas eux-mêmes devenir une source de menace ?

C'est une très bonne question. Nous, Européens, avons tendance, avec ce qui s'est passé et pourrait encore se passer au Groenland, à considérer que les Islandais sont eux aussi menacés. Mais eux ne se voient pas comme un autre Groenland. Trump a certes évoqué l'idée que l'Islande devienne américaine, mais une majorité d'Islandais ne le perçoit pas comme une menace. Ils se considèrent au contraire comme protégés par les Etats-Unis, précisément en raison de leur position stratégique. Je pense d'ailleurs que l'Islande est trop importante pour les Etats-Unis pour qu'ils ne la défendent pas. Washington n'a aucun intérêt à se mettre à dos les Islandais en voulant prendre le contrôle de leur pays, comme il cherche à le faire avec le Groenland.

N'est-ce pas un coup dur pour l'UE ? Cela ne risque-t-il pas de donner l'image d'une Europe moins attractive à l'international ?

Je ne crois pas. Ce n'est pas un sujet majeur pour l'Union. Et là encore, il faut surtout ne pas se tromper sur l'interprétation du résultat. Si on y voit un vote anti-européen, oui, cela peut donner une mauvaise image. Mais ce n'est pas la réalité.

Mais l'adhésion aurait permis à l'UE de renforcer sa présence dans l'Arctique, une région de plus en plus convoitée. L'Union n'a-t-elle pas des raisons d'être déçue ?

Si, c'est une des raisons pour lesquelles j'aurais préféré un autre résultat. Mais ce n'est pas forcément définitif. L'Is-



Pascal Lamy a été commissaire européen pour le commerce, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce ou encore président de l'Institut Jacques Delors. © PHOTO NEWS.

lande avait engagé des négociations avec l'Union avant de les mettre en pause en 2013. Leur reprise a ensuite été portée par la nouvelle coalition gouvernementale, à la demande notamment d'un parti pro-européen qui en avait fait une condition de sa participation à l'exécutif. La question pourrait donc se poser à nouveau dans cinq ou dix ans, avec une réponse différente. Les jeunes générations semblent d'ailleurs avoir davantage voté en faveur de la réouverture des négociations.

SANTÉ

Un donneur de sperme néerlandais remet les centres de fertilité belges dans la tourmente

Originaire de Groningue, un donneur de sperme de 43 ans aurait contribué à la naissance de 199 enfants dont onze en Belgique. Or, la règle légale limite à six familles.

FABIENNE BRADFER

Nouvelle défaillance dans le système de gestion et de coordination des dons de sperme. Un donneur néerlandais a contribué à la conception d'au moins 199 enfants, a admis l'intéressé dans une lettre adressée aux parents, relayée par le média public néerlandais NOS. Onze d'entre eux seraient nés en Belgique, quinze en Allemagne et un dans un autre pays d'Europe. Le reste des enfants seraient nés aux Pays-Bas. Pour rappel, la loi de 2007 relative à la procréation médicalement assistée (PMA) en Belgique est très claire : au maximum six femmes peuvent bénéficier du même donneur. Aux Pays-Bas, le plafond a été abaissé de 25 à douze familles différentes depuis 2018. Alors comment ce donneur a pu, par ses dons, engendrer autant d'enfants, et notamment en Belgique ? L'homme de 43 ans, originaire de Groningue, aurait effectué des dons à des hôpitaux belges mais également à des banques internationales qui approvisionnent la Belgique. Il avoue ne pas avoir toujours fait preuve de transparence sur l'identité de sa démarche de don. Il écrit que ses mensonges ont « conduit les parents à avoir une image incomplète ou

déformée » de la situation. Il a aussi eu recours à des pseudonymes comme Jesse, Johan, Daan, Sam ou Maarten. Depuis janvier 2024, à l'initiative du ministre fédéral de la Santé, Frank



La loi de 2007 relative à la PMA en Belgique est très claire : au maximum six femmes peuvent bénéficier du même donneur. © CANVA

Vandenbroucke, un fichier central « Fertidata » a été mis en place et rendu obligatoire pour les centres de fertilité - 33 sont reconnus par l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS). Cet outil est destiné à assurer le suivi et à prévenir les dépassements de la limite du nombre de familles par donneur. Suite à la crise provoquée par l'affaire du donneur danois présentant une ano-

malie génétique et le non-respect de la règle des six familles en 2025, l'AFMPS a élaboré un plan de reprise qui s'inscrit dans cette réforme plus large du contrôle de la qualité et de la sécurité des soins de fertilité. Et ce, sous l'impulsion de Dirk Ramaekers, président du SPF Santé et manager de crise. Mais la culture du risque est-elle assez renforcée au sein de l'AFMPS ? L'affaire du donneur néerlandais interroge.

« Fraude intentionnelle »

Contactée par nos soins, Ann Eeckhout, la porte-parole de l'AFMPS, nous a confirmé qu'en se basant sur les informations qui circulent dans la presse, « cela semble venir d'une fraude intentionnelle. Nous avons donc contacté les autorités aux Pays-Bas car nous avons besoin d'informations officielles pour vérifier si les centres de fertilité belges seraient concernés et si cette personne a été active en Belgique. Sur base de ces réponses, nous verrons si des enquêtes plus approfondies seront nécessaires au sein des centres de fertilité belges ».

Cette affaire allonge une fois de plus la liste des « serial donneurs » de sperme dont les plus récents sont Jonathan Meijer, père d'au moins 550 à 600 enfants nés de ses dons, faits au mépris de la législation néerlandaise, et le donneur danois anonyme, porteur de la mutation du gène TP53 potentiellement cancérogène.

4

Le Soir - Extrait du journal Le Soir - Lundi 31 août 2026 Page 4/5

La reproduction et la diffusion sont soumises aux droits d'auteurs et nécessitent une autorisation préalable de l'auteur, conformément Code de droit économique, Titre 5, Chapitre 2, que vous pouvez formuler à droits@rossel.be en mentionnant le type de reproduction, sa destination et sa durée.

